

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202478]

13 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du Livre VII du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et insérant dans le Code réglementaire un Livre VIII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 694/3 à 694/14 insérés par le décret du 11 avril 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis n° 56.713/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mai 2015;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, donné le 16 juin 2014;

Considérant l'avis d'Arc-en-ciel Wallonie, donné le 25 juin 2014;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 26 juin 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Livre VIII, rédigé comme suit :

« Livre VIII : Aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres

Titre I^{er}. — L'agrément des maisons arc-en-ciel

CHAPITRE I^{er}. — *La procédure d'agrément*

Section I^{re}. — La demande d'agrément

Art. 1951. La demande d'agrément en qualité de maison arc-en-ciel est adressée à l'administration, par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Les documents visés par l'article 694/4, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, ci-après le Code décretaal, ainsi que tout document permettant de vérifier la réunion des conditions visées à l'article 694/3 du Code décretaal sont annexés à la demande. Si le dossier est incomplet, l'administration en avise le demandeur dans le mois de sa réception.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'administration collecte ces données directement auprès des sources authentiques et en informe le demandeur.

La demande est instruite par l'administration qui peut requérir de l'association des renseignements complémentaires relatifs à sa demande.

Art. 1952. Outre les éléments visés à l'article 694/4, alinéa 2, du Code décretaal, le dossier de demande d'agrément comprend :

1° le budget et le bilan;

2° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément;

3° les copies des diplômes des membres du personnel, ainsi que la mention de leur statut;

4° une délibération du conseil d'administration établissant les modalités générales de mise en œuvre des missions de l'association;

5° les conventions de partenariat liées aux activités développées, conformément à l'article 694/2, 3°, 4° et 5° du Code décretaal.

Section II. — La décision d'agrément

Art. 1953. Le Ministre prend la décision d'agrément dans les trois mois de la réception du dossier complet.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Art. 1954. Dès la notification de la décision d'agrément, la maison arc-en-ciel peut utiliser la qualification de « maison arc-en-ciel agréée ».

CHAPITRE II. — *Le subventionnement*

Section I^{re}. — La demande de subvention

Art. 1955. La demande de subvention est adressée chaque année à l'administration, accompagnée d'un budget prévisionnel pour les douze mois suivants.

Une subvention forfaitaire annuelle de 40.000 euros est allouée à chaque maison arc-en-ciel.

Une subvention forfaitaire de 2.000 euros peut également être octroyée pour la création d'antennes conformément à l'article 694/3, § 2, du Code décretaal.

Le montant visé à l'alinéa 2 est rattaché à l'indice-pivot 101,02 applicable au 1^{er} janvier 2014 et est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section II. — La décision de subvention

Art. 1956. Le Ministre prend la décision de subvention et la notifie à la maison arc-en-ciel.

CHAPITRE III. — *Contrôle et sanctions*

Art. 1957. Lorsque le Ministre constate qu'une maison arc-en-ciel ne remplit plus les conditions d'agrément ou lorsque la maison arc-en-ciel reste en défaut de fournir les renseignements visés à l'article 694/6 du Code décretaal, il peut retirer l'agrément en vertu de l'article 694/7 du Code décretaal.

Un avertissement, envoyé par l'administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi, précède le retrait d'agrément. Cet avertissement mentionne les griefs formulés et donne à la maison arc-en-ciel un délai de trente jours prenant cours à dater de la réception dudit avertissement, pour transmettre un mémoire en réponse.

Art. 1958. Les agents désignés au sein de l'administration exercent le contrôle administratif, financier et qualitatif des maisons arc-en-ciel.

Les agents ont libre accès aux locaux et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Titre II. — La reconnaissance de la fédération des maisons arc-en-ciel

CHAPITRE I^{er}. — *La procédure de reconnaissance*Section I^{re}. — *La demande de reconnaissance*

Art. 1959. La demande de reconnaissance en qualité de fédération des maisons arc-en-ciel est adressée à l'administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Les documents visés par l'article 694/10, alinéa 2, du Code décretaal, ainsi que tout document permettant de vérifier la réunion des conditions visées à l'article 694/9 du Code décretaal sont annexés à la demande. Si le dossier est incomplet, l'administration en avise le demandeur dans le mois de sa réception.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande de reconnaissance sont disponibles auprès de sources authentiques, l'administration collecte ces données directement auprès des sources authentiques et en informe le demandeur.

La demande est instruite par l'administration qui peut requérir de la fédération des maisons arc-en-ciel des renseignements complémentaires relatifs à sa demande.

Art. 1960. Outre les éléments visés à l'article 694/10, alinéa 2, du Code décretaal, le dossier de demande de reconnaissance comprend :

- 1° le budget et le bilan;
- 2° la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande de reconnaissance;
- 3° les copies des diplômes des membres du personnel, ainsi que la mention de leur statut;
- 4° une délibération du conseil d'administration établissant les modalités générales de mise en œuvre des missions de l'association.

Section II. — *La décision de reconnaissance*

Art. 1961. Le Ministre prend la décision de reconnaissance dans les trois mois de la réception du dossier complet et notifie sa décision au demandeur par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

La décision de reconnaissance mentionne le programme d'activités visé à l'article 694/10, alinéa 2, 4^o, du Code décretaal.

Art. 1962. Dès la notification de la décision de reconnaissance, la fédération des maisons arc-en-ciel peut utiliser la qualification de « fédération des maisons arc-en-ciel reconnue ».

CHAPITRE II. — *Le subventionnement*Section I^{re}. — *La demande de subvention*

Art. 1963. La demande de subvention est adressée chaque année au Ministre, accompagnée d'un budget prévisionnel pour les douze mois suivants.

Une subvention forfaitaire annuelle de 70.000 euros est allouée à la fédération.

Le montant visé à l'alinéa 2 est rattaché à l'indice-pivot 101,02 applicable au 1^{er} janvier 2014 et est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section II. — *La décision de subvention*

Art. 1964. Le Ministre prend la décision de subvention.

Elle est notifiée à la fédération des maisons arc-en-ciel.

CHAPITRE III. — *L'évaluation*

Art. 1965. Un comité d'accompagnement est organisé au moins une fois par an.

Le comité d'accompagnement est chargé de l'accompagnement et de l'évaluation des activités de la fédération.

Il est composé de :

- 1° un représentant du Ministre;
- 2° un représentant de la fédération;
- 3° un représentant de l'administration.

Le secrétariat est assuré par l'administration.

Un rapport annuel établi par l'organisme est transmis au Gouvernement dans le courant du premier trimestre de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte.

Le rapport contient une description des actions réalisées durant l'année écoulée ainsi qu'une évaluation qualitative et quantitative de la réalisation des missions.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et sanctions*

Art. 1966. Lorsque le Ministre constate que la fédération des maisons arc-en-ciel ne remplit plus les conditions de reconnaissance ou lorsque la fédération des maisons arc-en-ciel reste en défaut de fournir les renseignements visés à l'article 694/13, § 3, du Code décretaal, il peut retirer la reconnaissance en vertu de l'article 694/14 du Code décretaal.

Un avertissement envoyé par l'administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi, précède le retrait de reconnaissance. Cet avertissement mentionne les griefs formulés et donne à la fédération un délai de trente jours prenant cours à dater de la réception dudit avertissement, pour transmettre un mémoire en réponse.

Art. 1967. Les agents désignés au sein de l'administration exercent le contrôle administratif, financier et qualitatif de la fédération des maisons arc-en-ciel.

Les agents ont libre accès aux locaux et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. ».

Art. 3. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mai 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202478]

13 MEI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van Boek VII van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en tot invoeging in het reglementair deel van het Wetboek een Boek VIII betreffende de steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 694/3 tot 694/14 ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies nr. 56.713/4 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 mei 2015;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gegeven op 16 juni 2014;

Gelet op het advies van "Arc-en-ciel Wallonie", gegeven op 25 juni 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Raad voor Sociale actie en Gezondheid), gegeven op 26 juni 2014;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het tweede deel van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een Boek VIII ingevoegd, luidend als volgt :

"Boek VIII : Steun aan lesbiennes, homoseksuelen, biseksuelen en transseksuelen

Titel I. — Erkenning van de regenbooghuizen

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsprocedure*

Afdeling I. — Erkenningsaanvraag

Art. 1951. De erkenningsaanvraag als regenbooghuis wordt door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent, aan het bestuur gericht.

De documenten bedoeld in artikel 694/4, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "het decreetgevend deel van het Wetboek", alsook elk document waarmee kan worden nagegaan of de in artikel 694/3 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde voorwaarden worden vervuld, worden bij de aanvraag gevoegd. Als het dossier onvolledig is, verwittigt het bestuur de aanvrager binnen de maand waarin bedoeld dossier ontvangen werd.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, zamelt het bestuur die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen in en verwittigt de aanvrager.

De aanvraag wordt onderzocht door het bestuur dat bijkomende inlichtingen betreffende haar aanvraag aan de vereniging kan vragen.

Art. 1952. Naast de elementen bedoeld in artikel 694/4, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bevat het erkenningsaanvraagdossier :

1° de begroting en de balans;

2° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag;

3° de afschriften van de diploma's en het statuut van de personeelsleden;

- 4° een beraadslaging van de raad van bestuur waarin de algemene modaliteiten voor de uitvoering van de opdrachten van de vereniging worden bepaald;
- 5° de partnerschapsovereenkomsten gebonden aan de ontwikkelde activiteiten overeenkomstig artikel 694/2, 3°, 4° en 5°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Afdeling II. — Beslissing tot erkenning

Art. 1953. De Minister neemt de beslissing tot erkenning binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier.

De Minister deelt zijn beslissing aan de aanvrager mede door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent.

Art. 1954. Zodra de beslissing tot erkenning wordt betekend, kan het regenbooghuis de kwalificatie van "erkend regenbooghuis" gebruiken.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Afdeling I. — Subsidieaanvraag

Art. 1955. De subsidieaanvraag wordt jaarlijks met een voorbegroting voor de volgende twaalf jaar aan het bestuur gericht.

Een jaarlijkse forfaitaire subsidie van 40.000 euro wordt aan elk regenbooghuis toegekend.

Een forfaitaire toelage van 2000 euro kan overeenkomstig artikel 694/3, § 2, van het decreetgevend deel van het Wetboek ook toegekend worden voor de oprichting van steunpunten.

Het bedrag bedoeld in het tweede lid wordt gekoppeld aan de spilindex 101,02 die op 1 januari 2014 toepasselijk is en wordt gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Afdeling II. — Beslissing tot subsidiëring

Art. 1956. De Minister neemt de beslissing tot subsidiëring en deelt ze mede aan het regenbooghuis.

HOOFDSTUK III. — *Controle en sancties*

Art. 1957. Wanneer de Minister vaststelt dat een regenbooghuis de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult of wanneer het regenbooghuis verzuimt de in artikel 694/6 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde inlichtingen te verstrekken, kan hij de erkenning intrekken krachtens artikel 694/7 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een waarschuwing die gestuurd wordt door het bestuur door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent. Die waarschuwing vermeldt de geformuleerde klachten en staat het regenbooghuis een termijn van dertig dagen die begint te lopen na ontvangst van bedoelde waarschuwing, toe om een antwoordmemorie over te maken.

Art. 1958. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van de regenbooghuisen wordt gevoerd door de binnen het bestuur aangewezen personeelsleden.

De personeelsleden hebben vrije toegang tot de lokalen en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

Titel II. — *Erkenning van de federatie van de regenbooghuisen*

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsprocedure*

Afdeling I. — Erkenningsaanvraag

Art. 1959. De erkenningsaanvraag als federatie van de regenbooghuisen wordt aan het bestuur door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent, gericht.

De documenten bedoeld in artikel 694/10, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "het decreetgevend deel", alsook elk document waarmee kan worden nagegaan of de in artikel 694/9 van het decreetgevend deel bedoelde voorwaarden worden vervuld, worden bij de aanvraag gevoegd. Als het dossier onvolledig is, verwittigt het bestuur de aanvrager binnen de maand waarin het bedoeld dossier ontvangen heeft.

Wanneer de voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag nodige gegevens bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, verzamelt het bestuur die gegevens rechtstreeks bij de authentieke bronnen en verwittigt de aanvrager.

De aanvraag wordt onderzocht door het bestuur dat bijkomende inlichtingen betreffende haar aanvraag aan de federatie van de regenbooghuisen kan vragen.

Art. 1960. Naast de elementen bedoeld in artikel 694/10, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek bevat het erkenningsaanvraagdossier :

- 1° de begroting en de balans;
- 2° de beraadslaging van de inrichtende macht waarbij besloten wordt tot de indiening van de erkenningsaanvraag;
- 3° de afschriften van de diploma's en het statuut van de personeelsleden;
- 4° een beraadslaging van de raad van bestuur waarin de algemene modaliteiten voor de uitvoering van de opdrachten van de vereniging worden bepaald;

Afdeling II. — Beslissing tot erkenning

Art. 1961. De Minister neemt de beslissing tot erkenning binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier en deelt zijn beslissing aan de aanvrager mede door elk middel dat vaste datum aan de zending verleent.

De beslissing tot erkenning vermeldt het activiteitenprogramma bedoeld in artikel 694/10, tweede lid, 4°, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Art. 1962. Zodra de beslissing tot erkenning wordt betekend, kan de federatie van de regenbooghuisen de kwalificatie van "erkende federatie van de regenbooghuisen" gebruiken.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring**Afdeling I. — Subsidieaanvraag*

Art. 1963. De subsidieaanvraag wordt jaarlijks met een voorbegroting voor de volgende twaalf jaar aan de Minister gericht.

Een jaarlijkse forfaitaire subsidie van 70.000 euro wordt aan de federatie toegekend.

Het bedrag bedoeld in het tweede lid wordt gekoppeld aan de spilindex 101,02 die op 1 januari 2014 toepasselijk is en wordt gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Afdeling II. — Beslissing tot subsidiëring

Art. 1964. De Minister neemt de beslissing tot subsidiëring.

Ze wordt aan de federatie van de regenbooghuizen meegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie*

Art. 1965. Er wordt minstens één keer per jaar een begeleidingscomité opgericht.

Het begeleidingscomité wordt belast met de begeleiding en de evaluatie van de activiteiten van de federatie.

Het bestaat uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° één vertegenwoordiger van de federatie;

3° één vertegenwoordiger van het bestuur.

Het secretariaat wordt door het bestuur waargenomen.

Een jaarlijks verslag van de instelling wordt aan de Regering overgemaakt in de loop van het eerste kwartaal van het jaar volgend op het jaar waarop het betrekking heeft.

Het verslag omvat een omschrijving van de tijdens het afgelopen jaar uitgevoerde acties, alsmede een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de uitvoering van de opdrachten.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en sancties*

Art. 1966. Wanneer de Minister vaststelt dat de federatie van de regenbooghuizen de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult of wanneer de federatie van de regenbooghuizen verzuimt de in artikel 694/13, 3, van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde inlichtingen te verstrekken, kan hij de erkenning intrekken krachtens artikel 694/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Een waarschuwing gestuurd door het bestuur bij elk middel waarbij de zending wordt bewezen, gaat aan de intrekking van de erkenning vooraf. Die waarschuwing vermeldt de geformuleerde klachten en staat de federatie een termijn van dertig dagen die begint te lopen na ontvangst van bedoelde waarschuwing, toe om een antwoordmemorie over te maken.

Art. 1967. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van de federatie van de regenbooghuizen wordt gevoerd door de binnen het bestuur aangewezen personeelsleden.

De personeelsleden hebben vrije toegang tot de lokalen en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht."

Art. 3. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 mei 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

[C – 2015/27057]

Pouvoirs locaux. — Décorations civiles

PROVINCE DE LIEGE. — Par arrêté royal du 5 mars 2015, la décoration civique est décernée aux membres du personnel de la province de Liège désignés ci-après :

Pour 35 années

La Croix civique de 1^{re} classe :

Mme Claudine Bernard, éducatrice;

Mme Danielle Courtois, éducatrice;

Mme Monique Deprez, infirmière graduée;

M. Rudy Graindorge, chef de bureau;

Mme Colette Guillaume, infirmière en chef;

Mme Claudine Habets, employée d'administration;

Mme Marie-Paule Hick, employée d'administration;

Mme Marie-Christine Jauret, employée d'administration;

Mme Nadine Lepage, employée d'administration;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

[C – 2015/27057]

Plaatselijke besturen. — Burgerlijke eretekens

PROVINCIE LUIK. — Bij koninklijk besluit van 5 maart 2015 wordt het burgerlijk eretecken verleend aan de hiernavermelde personeelsleden van de provincie Luik :

Om 35 jaar dienst

Het Burgerlijk Kruis van eerste klasse :

Mevr. Claudine Bernard, opvoedster;

Mevr. Danielle Courtois, opvoedster;

Mevr. Monique Deprez, gegradueerde verpleegster;

De heer Rudy Graindorge, kantoorchef;

Mevr. Colette Guillaume, hoofdverpleegster;

Mevr. Claudine Habets, kantoorbediende;

Mevr. Marie-Paule Hick, kantoorbediende;

Mevr. Marie-Christine Jauret, kantoorbediende;

Mevr. Nadine Lepage, kantoorbediende;